

Togo: Jean-Pierre Fabre exprime à nouveau son mécontentement à Boukpassi



[Depuis décembre 2020 se déroulent des discussions entre le gouvernement et certains acteurs politiques.](#) Les échanges boycottés par la Dynamique Mgr Kpodzro et le Comité d'action pour le renouveau (CAR) entrent essentiellement dans le cadre de la préparation des prochaines échéances électorales au Togo. Alors que les travaux sont pratiquement à leur terme, Jean-Pierre Fabre, Le président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) exprime son mécontentement.

C'est une lettre adressée le 27 mai dernier au ministre de l'administration territoriale que le président de l'ANC a fait part de la position de son parti. Jean-Pierre Fabre affirme que sa formation politique a de tout temps réclamé l'ouverture

de discussions politiques devant permettre l'assainissement du cadre électoral.

M. Fabre note que c'est la raison qui a motivé son parti à prendre part aux discussions qui se déroulent au sein de la Concertation Nationale des Acteurs Politiques (CNAP). Le maire de la commune Golfe 4 regrette que le gouvernement ne soit pas disposé à faire évoluer les choses

« Malheureusement, il apparaît clairement dans les comptes-rendus des débats, que le gouvernement, qui devrait saisir l'occasion de ces discussions, pour procéder aux réformes nécessaires à des élections transparentes, s'accroche aux dispositions actuelles qui lui confèrent la majorité dans les institutions en charge des élections », relève Jean-Pierre Fabre.

Celui qui a été par trois fois déjà candidat à la présidence du Togo révèle que le gouvernement compte maintenir dans les mêmes proportions la composition de la CENI. Selon Jean-Pierre Fabre, il a été retenu que la majorité au pouvoir choisisse 7 membres et que l'opposition parlementaire choisisse aussi 7 membres. Ce faisant, 2 commissaires seront issus de la société civile et l'administration fournira le dernier membre.

Jean-Pierre Fabre voit loin...

Une situation que Jean-Pierre Fabre dénonce comme une manœuvre vise à assurer une majorité confortable au pouvoir de Faure Gnassingbé « pour manœuvrer » la CENI « à sa guise ».

Le président de l'ANC explique aussi dans la lettre envoyée au ministre que « la double vérification que permet la biométrie intégrale » a été rejetée alors que l'authentification du bulletin de vote, par signature, n'a pas été acceptée.

« Le rejet par le gouvernement, de mesures qui, à l'évidence, doivent contribuer à la transparence des élections et empêcher la fraude, confirme, une fois encore, le manque total de

volonté du pouvoir en place, d'assainir le cadre électoral de notre pays », fustige Jean-Pierre Fabre indiquant par ailleurs que les propositions de son parti ont été rejetées « parce que jugées irrecevables par le gouvernement ».

M. Fabre se désole pour le temps perdu avec la participation aux discussions à l'issue desquelles son parti n'a finalement pas réussi à faire accepter des réformes devant assurer « la transparence et l'équité des consultations électorales ».

« Il y a donc lieu de s'interroger sur les raisons réelles de la tenue des discussions en cours, si ces dernières ne doivent pas aboutir à l'assainissement du cadre électoral et à l'apaisement du climat politique », questionne le président de l'ANC.

L'ancien lieutenant de Gilchrist Olympio a tenu à rappeler au ministre Boukpassi que « les discussions ne peuvent nullement occulter l'indispensable assainissement du climat politique par des mesures d'apaisement ».

« Dans ces conditions et à défaut de réelles avancées prenant en considérations les préoccupations légitimes, objet de constantes revendications de mesures d'apaisement et de réformes électorales formulées par l'opposition depuis de nombreuses années, l'ANC se verra contrainte de ne pas s'associer au semblant de consensus qui se dessine contre son gré », a prévenu M. Fabre.

Notons que [les travaux de la CNAP](#) sont boycottés par la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) qui pose des conditions relativement à l'élection présidentielle de 2020. Le CAR qui a pris part à quelques séances a proposé de verser les questions liées à la contestation électorale au programme des discussions. Mais cette proposition a été rejetée et le parti a claqué la porte.